

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection  
des Populations  
Service protection de l'environnement

Valence, le 18 SEP. 2017

Affaire suivie par : Edith VIGNARD  
et UID 26/07 DREAL : Jérôme PERMINGEAT

Tél. : 04-26-52-22-08  
Fax : 04-26-52-21-62  
Courriel : ddpp-icpe@drome.gouv.fr

ARRÊTÉ PREFECTORAL N° 2017262 - 0014

portant mise en demeure  
au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
à l'encontre de la société ENERGIE VERTE DE VALENCE à VALENCE

Le Préfet de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et R. 181-46 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°1586 du 27 avril 2000 autorisant la société OMNITHERM à exploiter une chaufferie située rue du Capitaine Dreyfus à Valence ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013142-0021 du 22 mai 2013 modifiant l'arrêté susvisé et instaurant des prescriptions complémentaires à la société OMNITHERM ;
- VU la délivrance d'un récépissé de changement d'exploitant n° 2017/02 le 24 janvier 2017 à la société ENERGIE VERTE DE VALENCE – EVVA relative à sa reprise de l'exploitation de la chaufferie urbaine de Valence, sise rue du Capitaine Dreyfus à Valence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 ;
- VU le courrier de la société ENERGIE VERTE sise à Valence (EVVA), en date du 6 juin 2017, relatif à la mise en place de nouvelles chaudières ;
- VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 25 août 2017 relatif à l'analyse de documents remis dans le cadre de la demande de modification notable, transmis à l'exploitant le 25 août 2017 et valant consultation sur le projet d'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT** que l'exploitant doit apporter tous les éléments d'appréciation relatifs à la modification notable envisagée à la chaufferie ;
- CONSIDERANT** qu'il y a lieu dès lors de faire application de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;
- CONSIDERANT** l'absence de réponse de l'exploitant ;
- SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

La société **ENERGIE VERTE DE VALENCE – EVVA** est mise en demeure de respecter sous 2 mois, les dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Pour cela, l'exploitant fournira une étude de dangers mise à jour et une modélisation des impacts acoustiques.

### Article 2 :

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement à savoir :

1° L'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser. La somme consignée est restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou opérations ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites : les sommes consignées en application du 1° sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

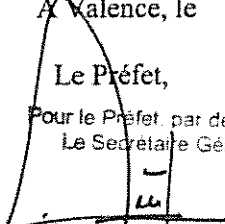
### Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble :

- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

### Article 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté et notifié au représentant légal de l'exploitant. Une copie dudit arrêté sera également adressée au maire de Valence.

A Valence, le **18 SEP. 2017**  
Le Préfet,  
Pour le Préfet, par délégation  
Le Secrétaire Général  
  
Frédéric LOISEAU